



DÉCLARATION DE LA FSU AU CTSD du 07 Février 2017

Monsieur le Directeur Académique, nous sommes consulté-es aujourd'hui sur les mesures de carte scolaire pour la rentrée 2017.

Dans notre département, une **meilleure dotation** que l'an passé ne veut pas dire une dotation permettant de répondre aux besoins urgents de la Gironde. Pas seulement aux besoins tels que nous les avons définis dans notre demande de plan de rattrapage et qui nécessiteraient plus de 500 postes pour être satisfaits. La dotation sera tout bonnement insuffisante pour assurer le remplacement des collègues absent-es, c'est-à-dire une véritable continuité du service public. Elle sera insuffisante pour respecter un taux d'encadrement acceptable dans nombre d'écoles, notamment dans le segment 3. Elle sera insuffisante pour assurer une formation continue digne de ce nom.

Mais surtout elle sera insuffisante, pour les grands oublié-es de la refondation : les **RASED**. Réclamer les 150 postes supprimés depuis 2008, ce n'est pas du théâtre, c'est rappeler au représentant du ministère, les promesses de 2012. Ne réimplanter que 4 postes E, c'est entériner le démantèlement du dispositif, au sens où les missions premières des enseignant-es spécialisés, à savoir l'aide directe aux élèves les plus fragiles, sont niées, notamment celles des postes G. La suppression de 5 postes est incompréhensible.

Si la dotation prévue peut paraître conséquente, le taux d'encadrement (24,7 élèves par classe cette année), l'un des plus élevés de France, continue de se dégrader, notamment hors de l'éducation prioritaire. Avec 162 postes pour plus de 1 700 élèves supplémentaires, nous sommes étonné-es que seule la moitié des postes ne soit utilisée lors de la phase principale du CTSD d'autant que les phases d'ajustement sont tardives.

Ce CTSD, **particulièrement technique**, beaucoup de modifications de structures, un redécoupage de circonscriptions, le redéploiement des ZIL et des RASED, aurait nécessité une meilleure anticipation et une gestion plus humaine et en lien avec les services RH.

C'est donc avec des documents partiels, des modifications de dernière minute que nous effectuons notre travail de préparation, d'analyse en amont des instances, Il s'agit pour nous, d'un tour de passe-passe destiné à nous empêcher de mener à bien nos missions de représentant-es du personnels élu-es.

Néanmoins ce stratagème n'entamera en rien notre détermination à défendre nos propositions pour transformer l'école, pour la réussite de tou-tes nos élèves girondin-es.

La **refonte de l'éducation prioritaire** entre dans sa troisième année, et si des points positifs sont à relever, la politique de moyens constants continue d'entraver les créations nécessaires à une politique de l'éducation prioritaire réellement ambitieuse.

La FSU note donc que le déploiement des **dispositifs PDMQDC** dans l'éducation prioritaire continue. Cependant ce dispositif ne saurait être un outil de pilotage et de contrôle des actions menées dans les écoles, mais au contraire être utilisé par les équipes enseignantes, seules à même d'identifier les besoins spécifiques de leurs écoles, afin de devenir le levier puissant qu'il doit être dans la réduction des inégalités.

De plus, ce déploiement ne doit pas se faire au détriment des ouvertures de classe et de la diminution des effectifs par classe. Il ne saurait se substituer non plus à la présence de RASED indispensables à la prise en charge de la difficulté scolaire persistante, ou en lieu et place d'autres dispositifs eux-aussi essentiels, tels que les UPE2A ou les EFIV.

La **scolarisation des TPS**, point fort des annonces sur la refonte de l'éducation prioritaire, stagne au niveau des mesures avec un seul dispositif ouvert pour l'année prochaine en EP, et nous nous interrogeons sur la volonté réelle d'une augmentation de la scolarisation des 2 ans.

La montée régulière des effectifs dans les quartiers de Bordeaux Nord et Sud semble enfin apparaître avec la création de nouvelles écoles, mais nous regrettons que celles-ci voient le jour si tard, surtout lorsque l'on sait que la plupart des écoles de ces secteurs n'ont pas de possibilité d'accueillir de nouvelles classes.

DÉCLARATION DE LA FSU AU CTSD du 07 Février 2017

Enfin, les **écoles sortantes de l'EP** entrent l'année prochaine dans la dernière année des CAPE. Nous dénonçons toujours la logique de moyenne de réseau qui justifie des non-ouvertures dans les écoles qui voient pourtant leurs effectifs grossir, mais nous notons cependant les nombreuses mesures de sauvegarde prononcées. La vigilance pour ces écoles est indispensable, et la FSU accompagnera avec beaucoup d'acuité la fin des CAPE, qui ne sauraient se traduire par des fermetures massives et des chamboulements extrêmes des écoles et de leur organisation.

Vous continuez de contester l'existence en Gironde des quartiers politique de la ville et le traitement de ces écoles est noyé dans les écoles ordinaires du segment 3. Pourtant ces quartiers existent et leurs difficultés sont bien réelles. Nous vous demandons que ces écoles soient à l'instar des écoles des communes les plus rurales dans le segment 2.

Les écoles du segment 3 ne voient pas d'amélioration des conditions d'accueil, notamment en maternelle où les taux d'encadrement restent très élevés.

Enfin, Nous avons découverts une carte du projet **de redécoupage des circonscriptions** au dernier CTSD et ce 2 mois après les élu-es locaux-ales (ce qui ne permettait aucune proposition des organisations syndicales puisque le projet de carte semblait figé malgré les incohérences que nous avons soulevées). Nous n'avons pas reçu les documents que nous demandons depuis le mois de novembre. Malgré votre engagement lors de la CAPD du 9 décembre.

Nous, ainsi que les collègues concerné-es avons découvert, avec surprise des transferts de postes de RASED, de ZIL, de CPC sous forme d'ouverture/fermeture impactant les personnels de manière violente. Ils découvrent du jour au lendemain que leur poste est supprimé,

Nous prenons acte du peu de considération dont vous faites preuve à l'égard des personnels concernés, ainsi que des élèves suivis, mais aussi de votre volonté d'écarter les représentant-es des personnels.

C'est pourquoi la FSU appelle tous les personnels à continuer de refuser ces conditions de rentrée, à faire entendre leurs revendications afin de continuer à faire prévaloir la nécessité d'une école émancipatrice au service de la réussite de tou-s et toutes.

La FSU réitère sa demande d'un plan de rattrapage, avec des équipes pluri-professionnelles complètes (médecins scolaires, assistant-es sociaux-ales, CPE, COP, infirmier-es, personnels administratifs)

Enfin nous nous alarmons de la remise en cause du droit à une visite médicale pour tou-tes les élèves de grande section (réaffirmé dans l'arrêté du 3 novembre 2015) et par la celle d'un droit fondamental garantissant à chaque enfant la prise en charge par l'école de l'ensemble des éléments influent sur sa réussite scolaire. D'autre part le manque médecin scolaire ne saurait en aucun cas faire porter la charge sur les enseignant-es d'un repérage des enfants qui devraient bénéficier d'une visite médicale approfondie. C'est pourquoi nous demandons le maintien d'une visite médicale pour tou-tes les élèves de GS avec le nombre de médecins scolaires nécessaire.